

EMPLOIS d'Avenir – Nathalie NAIL – Séance plénière 16 octobre 2012

Avec les crises économiques qui s'empilent sans discontinuer depuis 2008 c'est toute une génération de jeunes qui trinque pour une société qui ne respecte même plus sa jeunesse.

C'est l'avenir même de cette génération qui se trouve impacté pour longtemps par les années « Sarkozy » et la brutalité des politiques menées pendant dix ans. Les jeunes comptent parmi les premières victimes de la crise. Le quinquennat Sarkozy a fini de les plonger dans le chômage, la précarité et la pauvreté.

Ainsi en matière d'emploi des jeunes toute mesure est bonne à prendre.

L'emploi rend possible l'accès à l'autonomie familiale, sociale et économique.

La notion de travail alors qu'elle devrait être synonyme d'insertion, s'associe pourtant, pour bon nombre d'entre eux, à une notion de précarité. Cette précarité bloque l'accès, entre autres, au logement, à la santé, à la mobilité, et retarde l'âge d'acquisition de l'indépendance financière dans une phase de vie où cette attente est très forte.

Les moyens d'acquisition de cette indépendance financière diffèrent également d'un jeune à l'autre, mais surtout d'un milieu social à l'autre. Certains bénéficieront de l'apport du réseau familial, d'autres se débrouilleront par eux-mêmes et enfin, les plus en difficulté et ceux dont le « capital social » est le moins élevé passeront par les dispositifs mis en place par les politiques publiques.

Le texte de loi « Emplois d'avenir » vient d'être voté à l'Assemblée Nationale.

Face à l'état d'urgence, cette loi va permettre de libérer très rapidement des moyens en direction de nos jeunes.

Notre groupe politique à l'assemblée a voté favorablement pour cette mesure d'urgence malgré le rejet par la majorité parlementaire d'intégrer des obligations de formation qualifiante et de pérennisation.

Car nous ne voulons pas qu'une nouvelle fois que ce dispositif conduise à de la précarité et que ce ne soit que de l'affichage. Il faut qu'il permette réellement de donner un nouvel espoir à ces jeunes -près de 500.000-, sans formation, ni emploi, d'intégrer une vie professionnelle.

Que ce soit un vrai coup de pouce pour les jeunes des quartiers populaires !
Parce qu'enfin « l'ampleur du chômage dans notre pays appelle des mesures autrement plus ambitieuses ».